



**COMMUNE DE FRÉPILLON**

**RUES DE MÉRY ET ORADOUR  
AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE  
PUBLIC**

**Règlement de la consultation**

*Janvier 2018*

---

ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

**1.1 - Objet de la consultation**

La présente consultation porte sur la réalisation de travaux de réaménagement de l'espace public des rues de Méry et d'Oradour comprenant le recul d'alignement partiel, l'enfouissement des réseaux et la réfection de la voirie.

**1.2 – Nature du marché**

La présente consultation est passée, dans le respect des dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, selon une procédure adaptée librement définie par le pouvoir adjudicateur :

La procédure mise en œuvre est une procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation.

**1.3 - Décomposition du marché**

L'ensemble des travaux à exécuter sera décomposé en lots :

- n°1 démolitions, maçonneries
- n°2 tranchées et fourreaux, voirie
- n°3 électricité, éclairage public, téléphone

**1.4 - Conditions de participation des concurrents**

L'offre devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt (particulièrement pour le réseau téléphone). Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

---

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

**2.1 - Variantes facultatives et obligatoires**

Sans objet.

**2.2 - Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres **au mercredi 21 février 2018 à 16 heures.**

**2.3 - Mode de règlement du marché et modalités de financement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

**2.4 - Conditions particulières d'exécution**

Sans objet

---

ARTICLE 3 : LES INTERVENANTS

**3.1 - Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par BET EGU (16 rue Ampère à Pontoise).

### **3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier**

Sans objet

### **3.3 - Contrôle technique**

Sans objet

### **3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

Sans objet (pas de co-activité).

## ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (R.C.)
- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Les pièces graphiques
- Le CCTP
- Le bordereau quantitatif

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

### **5.1 - Documents à produire**

#### **Pièces de la candidature :**

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

1. Une lettre de candidature (DC1 ou équivalent) comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat
2. Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles 45 et 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et qu'il est en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. La remise d'un DC1 vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur
3. Les pièces définies ci-dessous permettant l'évaluation de leur activité professionnelle, capacité économique et financière, capacités techniques et professionnelles :
  - a. Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.

- b. Présentation d'une liste de références de travaux de même nature exécutés au cours des trois dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants.
- c. Déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.
- d. Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

#### 4. L'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle

Pour la présentation des éléments de leur candidature :

- Les candidats pourront faire usage des formulaires DC1 et DC2 qu'ils pourront se procurer sur le site du ministère de l'économie à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

#### **Pièces de l'offre :**

Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes : à compléter et **à signer** par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
- La décomposition du prix global forfaitaire, datée et signée par la personne habilitée (toute décomposition de prix forfaitaire demandée ci-dessus sera présentée sous la forme d'un détail estimatif comprenant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage la quantité à exécuter prévue ou vérifiée par le candidat et le prix de l'unité correspondant)

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli unique contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

#### **Vérification de la situation de l'attributaire :**

Dans l'hypothèse où les pièces n'auraient pas été produites dans le cadre de la remise de son offre, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira dans un délai de 10 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage :

Les pièces visées à l'article 51 du décret du 25 mars 2016 à savoir notamment :

- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents
- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail
- Un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou un document équivalent
- Un certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés.
- Le jugement de redressement judiciaire le cas échéant.
- L'attestation d'assurance responsabilité civile décennale

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle, celle-ci sera à remettre dans le même délai.

Pour la production des pièces demandées au candidat attributaire, celui-ci pourra se prévaloir des modalités particulières d'accès aux documents éventuellement définies à l'article « présentation des candidatures », en transmettant, dans le délai défini pour la transmission de ces pièces, les informations correspondantes.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

## **5.2 - Usage de matériaux de type nouveau**

Sans objet.

## ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

### **6-1 : Critère de jugement des offres**

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

<i>Critères et sous-critères</i>	<i>Pondération</i>
<b>Critère : 1. Valeur technique de la candidature, des moyens et des références</b>	<b>40 points</b>
<b>Critère : 2. Prix</b>	<b>40 points</b>
<b>Critère : 3. Délai</b>	<b>20 points</b>

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

En cas de besoin, dans la phase d'analyse des propositions techniques et financières, le pouvoir adjudicateur pourra interroger un ou plusieurs candidat(s), uniquement par courriel, afin que celui (ceux)-ci précise(nt) son (leur) offre et réponde(nt) aux éventuelles questions soulevées.

Cette procédure se déroulera dans des conditions de stricte impartialité, neutralité, transparence et équité.

### **6-2 – Valeur technique de la candidature, des moyens et des références**

#### **Moyens et matériels dédiés à l'exécution des travaux :**

Une note succincte (maximum 4 pages) indiquant les moyens que l'entreprise s'engage à mobiliser pour l'exécution de cette opération:

- Le personnel d'encadrement (nominatif)
- La permanence et la continuité du personnel en étude et suivi
- Le personnel d'exécution prévu avec mention de leurs qualifications
- Le matériel disponible et spécifique pour la mise en œuvre et la parfaite réalisation des travaux du marché

### **6-3 – Prix**

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire et les autres pièces de l'offre, il ne sera tenu compte que des montants corrigés pour le jugement de la consultation. Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à les rectifier ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

La note prix sera calculée comme suit :

40 x (montant de l'offre la moins-disante / montant de l'offre évaluée)

### **6-4 – Négociations**

Selon l'article 27 du décret n°2016-360 relatifs aux marchés publics, à l'issue de l'analyse, le pouvoir adjudicateur prévoit la possibilité de procéder à une négociation avec les candidats.

La négociation pourra concerner l'ensemble des éléments de l'offre aux vues des propositions initiales faites et des éléments de la première analyse.

Elle pourra avoir lieu par écrit, par voie électronique ou lors de réunions organisées en Mairie.

A noter toutefois que le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

## **ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS**

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

Offre pour :

**COMMUNE DE FRÉPILLON**  
**Aménagement des rues de Méry et d'Oradour**  
**Lot n°.....**  
**NE PAS OUVRIR**

Ce pli devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document:

Commune de Frépillon  
En Mairie  
95740 FRÉPILLON

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus.

Le pli précité doit contenir respectivement dans une seule enveloppe, les pièces de la candidature et les pièces de l'offre dont le contenu est défini au présent règlement de la consultation.

ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

**8.1 - Demande de renseignements**

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront déposer leur question au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres.

**8.2 - Visites sur sites**

Espace public, libre d'accès.